

2023

Rapport semestriel

Sommaire

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
1. Situation du groupe et faits marquants	5
1.1. Un premier semestre solide dans un contexte économique moins favorable	5
1.2. Endettement Financier Net en légère augmentation	6
1.3. Avancement des travaux d'élaboration du plan stratégique	6
1.4. Evolution de la gouvernance et de l'actionnariat	6
2. Résultats semestriels	8
2.1. Chiffres clés (non audités)	8
2.2. Présentation de l'activité du semestre	11
2.3. Chiffres clés par activité	13
2.4. Chiffres clés par zone géographique	14
3. Perspectives	15
4. Facteurs de risque et litiges	15
5. Entreprises liées	15
6. Ressources humaines	15
7. Valeur de l'action et structure de l'actionnariat	16
2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	17
1. Compte de résultat consolidé condensé et résultat par action	18
2. État de la situation financière consolidée	21
3. État de variation des capitaux propres consolidés	23
4. État des flux de trésorerie consolidés	25
5. Notes annexes aux états financiers consolidés	27
5.1. Méthodes comptables	27
5.2. Variation du périmètre de consolidation au premier semestre 2023	34
5.3. Information sectorielle	35
5.4. Marge opérationnelle	38
5.5. Autres produits et autres charges opérationnels	40
5.6. Résultat financier	41
5.7. Impôts sur les résultats	42
5.8. Résultat par action et résultat par action dilué	43
5.9. Écarts d'acquisition	44
5.10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	45
5.11. Autres créances à long terme	48
5.12. Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	49
5.13. Dettes d'engagements bruts de valeurs résiduelles financières	50
5.14. Autres passifs financiers	50
5.15. Actifs et passifs d'exploitation	51
5.16. Catégorisation des instruments financiers et hiérarchie de la juste valeur	53
5.17. Trésorerie, endettement brut et endettement net	55
5.18. Éléments sur les capitaux propres	58
5.19. Provisions	62
5.20. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés	63
5.21. Transactions avec les parties liées	66
5.22. Événements post clôture	68

Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance les états financiers semestriels clos au 30 juin 2023 ont été préparés conformément à l'ensemble des normes comptables applicables et donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion intermédiaire annexé au présent document donne une présentation fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice financier, de leur impact sur les états financiers et des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes relatifs aux six mois restants de l'exercice financier.

26 juillet 2023

Jean-Louis Bouchard, représentant d'Econocom International BV

Président d'Econocom



01

**rapport
du conseil
d'administration**

1. Situation du groupe et faits marquants

Le groupe Econocom a réalisé au 1^{er} semestre 2023 un Chiffre d'Affaires (CA) de 1 337 millions d'euros, en croissance de 3,9% par rapport à celui de la même période de 2022, mais en légère décroissance organique de 0,4%. La Marge Opérationnelle s'établit à 44,2 millions d'euros en recul par rapport aux 60,0 millions d'euros enregistré un an plus tôt. De son côté, l'Endettement Financier Net (EFN) à fin juin 2023 ressort à 321 millions d'euros contre 272 millions d'euros à fin juin 2022.

1.1. Un premier semestre solide dans un contexte économique moins favorable

Le groupe Econocom a réalisé au 1^{er} semestre 2023 un chiffre d'affaires de 1 337 millions d'euros, en hausse de 3,9% par rapport à celui de la même période de 2022, toutes les activités contribuant à cette progression. En organique, l'activité est en légère baisse de 0,4% du fait de l'activité P&S. Dans une conjoncture économique adverse, le groupe récolte donc les fruits de sa stratégie de build-up et profite pleinement de la contribution des sociétés acquises au cours de l'exercice précédent.

Sur la période, les activités poursuivies ont connu les développements suivants :

- le chiffre d'affaires de Produits & Solutions (P&S) s'établit à 585 millions d'euros, en hausse de 5,5%. P&S a bénéficié de l'intégration réussie des sociétés SEMIC et LYDIS. L'activité affiche toutefois une baisse organique de 2,8%, après un 1^{er} semestre 2022 en forte croissance grâce notamment à un retour progressif à la normale de son backlog et un 1^{er} semestre 2023 marqué par la baisse du marché (de plus de 10%) et des tensions sur les prix des actifs digitaux. En conséquence, la Marge Opérationnelle s'établit à 15,9 millions d'euros soit 2,7% du CA.
- Technology Management & Financing (TMF) affiche un chiffre d'affaires de 498 millions d'euros, en progression de 2,8% dont +0,9% en organique. Comme anticipé lors de la publication du CA du 1^{er} trimestre 2023, la croissance s'est ralentie au 2^{ème} trimestre, marquée par moins d'affaires fortement contributrices en CA et en marge qu'au 1^{er} semestre 2022. Les perspectives commerciales pour les mois à venir nous permettent toutefois d'attendre un retour à une croissance plus soutenue au 2nd semestre grâce à la bonne dynamique dans plusieurs géographies. La Marge Opérationnelle ressort à 17,3 millions d'euros, soit un taux de rentabilité de 3,5%.
- Après un 1^{er} trimestre en légère décroissance, le CA de l'activité Services à fin juin est en progression de 2,6%, purement organique, à 254 millions d'euros. En revanche, la Marge Opérationnelle pâtit de la hausse des coûts de personnel dans l'industrie du numérique en 2023, encore partiellement répercutée, ainsi que du démarrage de nouveaux contrats. La Marge Opérationnelle s'établit ainsi à 11,0 millions d'euros soit une rentabilité de 4,3%. Une meilleure répercussion des hausses de coûts devrait permettre à l'activité Services de retrouver une marge plus élevée au 2nd semestre.

Au total, la Marge Opérationnelle du groupe atteint 44,2 millions d'euros et la rentabilité opérationnelle s'établit à 3,3%, en baisse de 1,4 point par rapport à celle du 1^{er} semestre 2022 du fait des divers effets conjoncturels évoqués précédemment (effet de base, augmentation des coûts encore partiellement répercutée et nouveaux contrats).

En revanche, les autres produits et charges opérationnels reviennent à -4,7 millions d'euros, soit une division par plus de 2 du montant enregistré pour la même période de 2022.

Le résultat financier, impacté principalement par la hausse des taux d'intérêt (pour 3,5 millions d'euros), ressort à -9,7 millions d'euros. Après une charge d'impôt de -8,4 millions d'euros et un résultat net semestriel des activités non poursuivies bénéficiaire à hauteur de 4,6 millions d'euros suite à la cession d'une activité P&S classée en activités poursuivies en 2022, le résultat net consolidé ressort à 24,7 millions d'euros.

1.2. Endettement Financier Net en légère augmentation

L'Endettement Financier Net s'établit à 321 millions d'euros au 30 juin 2023 à comparer à 272 millions d'euros un an plus tôt. La hausse s'explique essentiellement par les acquisitions d'actions propres, le remboursement de prime d'émission et les décaissements relatifs aux acquisitions pour un montant global d'un peu plus de 60 millions d'euros, un free cashflow normalisé de 64 millions d'euros (hors effet ponctuel de 53 millions d'euros à fin juin 2022).

La Dette Opérationnelle, c'est-à-dire l'Endettement Financier Net diminué des encaissements futurs attendus des contrats de location TMF autoportés (285 millions d'euros) augmente de la même manière à 36 millions d'euros contre un excédent de 10 millions d'euros un an plus tôt.

1.3. Avancement des travaux d'élaboration du plan stratégique

Le groupe a entamé l'élaboration de son Plan Stratégique 2024-2028 avec une ambition d'atteindre 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires au terme du plan, avec une première étape à 4 milliards d'euros à horizon 2026.

Ces travaux visent à préparer le futur du groupe Econocom et de ses métiers en répondant au mieux à l'évolution de nos marchés, aux nouvelles attentes de nos clients et aux changements d'environnement économique à venir. Pour ce faire, plus d'une vingtaine de clients ont été interrogés et une cinquantaine de managers du groupe associés à son élaboration dans une logique de co-construction, afin d'ancrer ce plan d'action au plus près de la réalité opérationnelle du groupe.

Ces travaux s'échelonneront jusqu'au troisième trimestre 2023, et donneront lieu à une présentation dédiée aux investisseurs en novembre 2023.

1.4. Evolution de la gouvernance et de l'actionariat

Lors de l'Assemblée générale Ordinaire du 31 mars 2023, sur proposition du Conseil d'administration, Monsieur Angel Benguigui a été nommé en qualité de nouvel administrateur d'Econocom Group. Compte tenu de ses pouvoirs de gestion journalière, il est désormais Administrateur Délégué à la gestion journalière.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juin 2023 a approuvé la destruction de 43.884.081 actions détenues en propre par Econocom Group SE. A la date du présent document, le capital de Econocom Group s'élève donc à 23 731 026,74 euros, représenté par 179 045 899 actions.

01 rapport du conseil d'administration

Econocom Group détient 900 000 actions Econocom Group, à savoir 0,5% des actions de la société.

2. Résultats semestriels

2.1. Chiffres clés (non audités)

Compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Produits des activités poursuivies	1 337,2	1 286,7
Produits et Solutions	584,8	554,2
Services	254,1	247,7
Technology Management & Financing	498,3	484,8
Marge opérationnelle	44,2	60,0
Dotations aux amortissements des actifs incorporels d'acquisition	(1,2)	(1,0)
Autres produits opérationnels	0,1	2,4
Autres charges opérationnelles	(4,8)	(12,6)
Résultat opérationnel	38,3	48,8
Autres produits financiers	0,8	0,3
Autres charges financières	(10,5)	(6,5)
Résultat avant impôt	28,6	42,6
Impôts	(8,4)	(6,6)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	4,6	(2,2)
Résultat net consolidé	24,7	33,8
Résultat net part des minoritaires	(1,1)	1,3
Résultat net part du groupe	25,9	32,5

Résultat par action

<i>en euro</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net par action	0,139	0,186
Résultat net des activités poursuivies par action	0,113	0,198
Résultat net des activités non poursuivies par action	0,026	(0,012)
Résultat net ajusté par action	0,138	0,247
Résultat net dilué par action	0,140	0,181
Résultat net dilué des activités poursuivies par action	0,114	0,193
Résultat net dilué des activités non poursuivies par action	0,025	(0,011)
Résultat net ajusté dilué par action	0,139	0,238

2.1.1. PASSAGE DU RESULTAT PUBLIE AU RESULTAT AJUSTE

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023 publié	Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	Autres produits et charges opérationnels	Activités non poursuivies	1 ^{er} semestre 2023 ajusté	1 ^{er} semestre 2022 ajusté retraité*
Produits des activités poursuivies	1 337,2	-	-	-	1 337,2	1 286,7
Marge opérationnelle	44,2	-	-	-	44,2	60,0
Dotations aux amortissements des actifs incorporels d'acquisition	(1,2)	1,2	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(4,7)	-	4,7	-	-	-
Résultat opérationnel	38,3	1,2	4,7	-	44,2	60,0
Autres charges et produits financiers	(9,7)	-	-	-	(9,7)	(6,0)
Résultat avant impôt	28,6	1,2	4,7	-	34,5	54,0
Impôts	(8,4)	(0,3)	(1,2)	-	(9,9)	(9,2)
Résultat SME	-	-	-	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	4,6	-	-	(4,6)	-	-
Résultat net consolidé	24,7	0,9	3,5	(4,6)	24,6	44,8
Résultat net part des minoritaires	(1,1)	-	-	-	(1,1)	1,3
Résultat net part du groupe	25,9	0,9	3,5	(4,6)	25,7	43,5

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

2.1.2. BILAN ET STRUCTURE FINANCIERE

La présentation ci-après du bilan en donne une lecture plus économique :

- en imputant la trésorerie d'actif sur les dettes obligataires et les autres dettes financières au passif afin d'y faire apparaître directement l'endettement net comptable et
- en faisant ressortir des créances clients à l'actif la part correspondant aux contrats TMF autoportés.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
ACTIF		
Ecart d'acquisition	555,9	554,2
Autres actifs non courants	210,3	212,4
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	168,0	164,6
Clients et autres débiteurs	854,0	878,9
<i>dont encours de location autoportés</i>	285,2	283,7
Autres actifs courants	179,4	180,7
Actifs détenus en vue de la vente	53,4	106,4
TOTAL ACTIF	2 021,1	2 097,1

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
PASSIF		
Capitaux propres	452,0	456,8
Endettement financier net	321,3	143,5
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	106,8	102,8
Autres passifs financiers	56,5	61,2
Autres passifs non courants	111,3	109,0
Fournisseurs	752,5	932,1
Autres passifs courants	208,2	235,3
Passifs détenus en vue de la vente	12,4	56,5
TOTAL PASSIF	2 021,1	2 097,1

La Dette Opérationnelle, c'est-à-dire l'Endettement Financier Net diminué des encaissements futurs attendus des contrats de location TMF autoportés (285 millions d'euros) s'élève à 36,1 millions d'euros.

2.2. Présentation de l'activité du semestre

Au cours du 1^{er} semestre 2023, le groupe Econocom a réalisé un chiffre d'affaires de 1 337 millions d'euros, en croissance totale de 3,9% par rapport à celui de la même période de 2022. Cette croissance est portée par les 3 métiers du groupe et bénéficie des contributions des acquisitions réalisées en 2022 (Econocom Factory, Semic et Lydis). En organique, l'activité est en légère décroissance de 0,4% dans une conjoncture économique adverse en particulier pour l'activité P&S confrontée à un marché en décroissance de plus de 10%. L'évolution de l'activité au 2^{ème} trimestre 2023 est également impactée par un fort effet de base du 2^{ème} trimestre 2022. Le groupe avait en effet enregistré sur cette période quelques contrats chez TMF fortement contributeurs en chiffre d'affaires. De plus, l'activité P&S avait enregistré sur cette période une forte croissance due notamment au retour à la normale de son backlog. Les perspectives commerciales et le pipe, notamment chez TMF, permettent de viser une croissance plus soutenue au second semestre.

La Marge Opérationnelle du groupe atteint 44,2 millions d'euros et la profitabilité opérationnelle s'établit à 3,3%, en baisse de 1,4 point par rapport à celle du 1^{er} semestre 2022. Elle est notamment impactée par des hausses de coûts des actifs numériques et du personnel non intégralement répercutées. Par ailleurs, le démarrage de nouvelles affaires chez TMF et chez Services pèse pour l'instant sur leur profitabilité.

En revanche, les autres produits et charges opérationnels reviennent à -4,7 millions d'euros en réduction de 5,7 millions d'euros en raison d'une forte diminution des coûts de restructuration. En conséquence, le résultat opérationnel s'établit à 38,3 millions d'euros contre 48,8 millions d'euros 1 an plus tôt.

Le résultat financier ressort à -9,7 millions d'euros contre -6,2 millions d'euros au 30 juin 2022, l'essentiel de cette évolution (pour 3,5 millions d'euros) venant de la hausse des taux d'intérêts, la dette moyenne n'augmentant que faiblement en raison principalement du M&A et du retour à l'actionnaire.

La charge d'impôt s'élève à -8,4 millions d'euros, plus élevée que celle du 1^{er} semestre 2022 en raison de la non-reconduction des profits non taxables à l'IS reconnus l'an dernier. De son côté, le résultat net semestriel des activités non poursuivies est bénéficiaire à hauteur de 4,6 millions d'euros suite à la cession début 2023 d'une activité P&S classée en activités non poursuivies en 2022. En conséquence, le résultat net consolidé ressort à 24,7 millions d'euros.

Les fonds propres au 30 juin 2023 s'établissent à 452,0 millions d'euros contre 456,8 millions d'euros à fin décembre 2022, en baisse du fait principalement du remboursement de primes d'émission pour 28,5 millions d'euros, en grande partie compensée par les 24,7 millions d'euros de bénéfice semestriel net.

L'endettement financier net au 30 juin 2023 s'élève à 321,3 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	30 juin 2022 publié	31 décembre 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	132,9	308,1	402,4
Dettes bancaires et billets de trésorerie	(47,3)	(69,9)	(54,2)
Trésorerie nette bancaire	85,6	238,2	348,2
Dette obligataire convertible OCEANE	-	(149,4)	(151,2)
Dette obligataire non convertible (Schuldschein)	(209,0)	(208,1)	(208,9)
Contrats et créances cédés avec recours et autres dettes	(198,0)	(152,7)	(131,6)
Endettement financier brut	(407,0)	(510,2)	(491,7)
Endettement financier net	(321,3)	(272,0)	(143,5)

Le remboursement en mars 2023 de l'emprunt obligataire convertible OCEANE a été refinancé par la mise en place de lignes bancaires permettant un allongement de la maturité de la dette et offrant une plus grande flexibilité, encore plus nécessaire en période de taux élevés. En conséquence l'endettement financier brut au 30 juin 2023 baisse de plus de 100 millions d'euros alors que l'endettement financier net augmente de près de 50 millions d'euros.

2.3. Chiffres clés par activité

Le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle des activités poursuivies se répartissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*	1 ^{er} semestre 2022 **	Croissance totale	Croissance organique **
Produits et Solutions	584,8	554,2	601,5	5,5%	(2,8%)
Services	254,1	247,7	247,7	2,6%	2,6%
Technology Management & Financing	498,3	484,8	493,8	2,8%	0,9%
Chiffre d'affaires	1 337,2	1 286,7	1 342,9	+3,9%	(0,4%)

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

** A change et périmètre constants

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*	Marge opérationnelle (en % du CA S1 2023)	Marge opérationnelle (en % du CA S1 2022*)
Produits et Solutions	15,9	18,1	2,7%	3,3%
Services	11,0	20,3	4,3%	8,2%
Technology Management & Financing	17,3	21,6	3,5%	4,5%
MARGE OPÉRATIONNELLE ⁽¹⁾	44,2	60,0	3,3%	4,7%

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

Le chiffre d'affaires de Produits & Solutions (P&S) s'établit à 585 millions d'euros, en hausse de 5,5%. P&S a bénéficié de l'intégration réussie des sociétés SEMIC en Espagne et LYDIS aux Pays Bas. L'activité affiche toutefois une baisse organique de 2,8%, après un 1^{er} semestre 2022 en forte croissance grâce notamment à un retour progressif à la normale de son backlog et un 1^{er} semestre 2023 marqué par la baisse du marché (de plus de 10%) et des tensions sur les prix. La Marge Opérationnelle s'établit à 15,9 millions d'euros soit 2,7% du CA en contraction de 0,6pt. Cette baisse du taux de profitabilité s'explique pour l'essentiel par la hausse des prix d'achat des matériels digitaux non encore répercutée.

Après un 1^{er} trimestre en légère décroissance, l'activité Services à fin juin est en progression de 2,6%, purement organique, à 254 millions d'euros. Elle profite de la bonne orientation en Espagne et au Belux. Cette tendance devrait se poursuivre au second semestre. En revanche, la Marge Opérationnelle pâtit de la hausse des coûts de personnel dans l'industrie du numérique en 2023, encore partiellement répercutée ainsi que de l'effet dilutif des nouveaux

contrats en phase de démarrage. La Marge Opérationnelle s'établit ainsi à 11,0 millions d'euros soit une profitabilité de 4,3%.

Technology Management & Financing (TMF) affiche un chiffre d'affaires de 498 millions d'euros, en progression de 2,8% dont +0,9% en organique. Comme anticipé et malgré la bonne dynamique dans certains pays comme l'Allemagne et l'Italie, la croissance s'est ralentie au 2^{ème} trimestre, marquée par moins d'affaires fortement contributrices en CA et en marge notamment en France. Les perspectives commerciales pour les mois à venir nous permettent toutefois d'attendre un retour à une croissance plus soutenue au 2nd semestre. La Marge Opérationnelle ressort à 17,3 millions d'euros, soit un taux de profitabilité de 3,5%.

2.4. Chiffres clés par zone géographique

Le chiffre d'affaires par zone géographique se détaille comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*	1 ^{er} semestre 2022 **	Croissance totale*	Croissance organique**
France	626,4	706,6	714,5	(11,3%)	(12,3%)
Benelux	195,6	165,3	183,3	18,3%	6,7%
Europe du Sud	329,8	263,1	294,9	25,3%	11,8%
Europe du Nord et de l'Est	176,7	139,7	138,0	26,5%	28,0%
Amériques	8,7	12,0	12,3	(27,4%)	(29,1%)
Total chiffre d'affaires	1 337,2	1 286,7	1 342,9	3,9%	(0,4%)

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

** A change et périmètre constants

La décroissance organique du chiffre d'affaires en France provient essentiellement de l'absence d'affaire significative chez TMF au cours du semestre ainsi que des difficultés de marché dans l'activité P&S. A l'inverse la zone Europe du Sud connaît une forte croissance organique de l'ensemble de ses activités et la zone Europe du Nord et de l'Est affiche une très forte croissance de ses activités TMF surcompensant les difficultés rencontrées chez P&S.

3. Perspectives

Econocom maintient sa prévision de croissance de 5% de son chiffre d'affaires et d'amélioration de son résultat net consolidé pour l'ensemble de l'année 2023.

4. Facteurs de risque et litiges

Les facteurs de risques décrits dans le rapport annuel 2022 n'ont pas sensiblement évolué au cours du premier semestre 2023.

Conformément aux recommandations de l'ESMA, et comme au 31 décembre 2022, Econocom considère que les impacts de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie ne devraient pas avoir un impact négatif direct significatif sur ses comptes consolidés : Econocom n'a pas d'activité dans ces trois pays et ses ventes comme ses approvisionnements y sont limités. Les mesures prises à l'encontre des ressortissants russes ou biélorusses n'impactent pas l'actionnariat du groupe.

5. Entreprises liées

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant les entreprises liées depuis la publication du rapport annuel 2022.

6. Ressources humaines

Le nombre de collaborateurs du groupe est de 8 783 au 30 juin 2023 contre 8 636 au 31 décembre 2022.

7. Valeur de l'action et structure de l'actionnariat

Le cours de l'action Econocom était de 2,66 euros au 30 juin 2023. L'action Econocom Group (BE0974313455 - ECONB) est cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles depuis 1986 et fait partie des indices Bel Mid et Family Business.

La structure actionnariale a évolué comme suit en % du capital :

<i>en % du capital</i>	30 juin 2023		31 décembre 2022	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	49,79 %	62,38%	39,99 %	62,22%
Public	49,71 %	37,62%	40,20 %	37,78%
Autodétention	0,5 %	-	16,77 %	-
Détention par les filiales de la Société		-		3,04 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Le 02/06/2023, en application des dispositions de la Loi, Econocom Group SE a reçu une notification conjointe de franchissement de seuil de 5% à la hausse par FMR LLC suite à une acquisition de titres. À cette date, FMR LLC détenait 5,38% du capital d'Econocom Group SE.

Le 04/07/2023, suite à la destruction d'actions propres consécutive à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juin et en application des dispositions de la Loi, Econocom Group SE a reçu une notification conjointe de franchissement de seuil de 65% à la baisse par M. Jean-Louis Bouchard, Econocom International BV et Econocom Group SE.

Au 30 juin 2023, Econocom Group SE détient 900 000 actions Econocom sur un nombre total de titres émis de 179 045 899, soit 0,5 % des titres de la société.

02

états financiers consolidés*

* non audités

1. Compte de résultat consolidé condensé et résultat par action

Au 30 juin 2023 et au 30 juin 2022

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Produits des activités poursuivies	5.3	1 337,2	1 286,7
Coût d'achat des biens vendus ou loués		(963,8)	(903,0)
Frais de personnel		(243,9)	(234,1)
Charges liées aux services achetés		(66,9)	(61,8)
Dotations aux amortissements des immobilisations (hors actifs incorporels d'acquisition) et aux provisions		(14,9)	(23,0)
Perte nette de valeur sur actifs courants et non courants		(1,1)	(2,6)
Impôts et taxes d'exploitation		(5,8)	(5,1)
Produits financiers opérationnels		17,5	11,2
Charges financières opérationnelles		(14,1)	(8,6)
Marge opérationnelle	5.4	44,2	60,0
Dotations aux amortissements des actifs incorporels d'acquisition		(1,2)	(1,0)
Autres produits opérationnels	5.5	0,1	2,4
Autres charges opérationnelles	5.5	(4,8)	(12,6)
Résultat opérationnel		38,3	48,8
Autres produits financiers	5.6	0,8	0,3
Autres charges financières	5.6	(10,5)	(6,5)
Résultat avant impôt		28,6	42,6
Impôts	5.7	(8,4)	(6,6)
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités poursuivies		20,1	36,0
Résultat net des activités non poursuivies	5.1.4	4,6	(2,2)
Résultat net consolidé		24,7	33,8
Résultat net, part des minoritaires		(1,1)	1,3
Résultat net, part du groupe		25,9	32,5

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

02 états financiers consolidés

<i>en part du groupe et en euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net par action	5.8	0,139	0,186
Résultat net par action – activités poursuivies		0,113	0,198
Résultat net par action – activités non poursuivies		0,026	(0,012)
Résultat net dilué par action	5.8	0,140	0,181
Résultat dilué par action – activités poursuivies		0,114	0,193
Résultat dilué par action – activités non poursuivies		0,025	(0,011)
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾		0,139	0,247

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

(1) Le résultat net ajusté part du groupe est l'indicateur de performance retenu par Econocom pour mieux apprécier sa performance économique et financière. Il exclut :

- les amortissements des actifs incorporels d'acquisition, nets des effets fiscaux ;
- les autres produits et charges opérationnels non courants, nets des effets fiscaux ;
- les autres produits et charges financiers non courants, nets des effets fiscaux ;
- le résultat net des activités abandonnées.

Un tableau de passage du résultat net part du groupe à ce résultat net part du groupe ajusté est fourni au paragraphe 2.1 du Rapport du Conseil d'Administration.

État du résultat global consolidé

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net consolidé	24,7	33,8
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	-	-
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	-	-
Impôts différés sur la réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	-	-
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	1,4	(2,1)
Variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs	0,7	0,1
Impôts différés sur la variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs	(0,2)	0,0
Écarts de change découlant de la conversion d'établissements à l'étranger	1,0	(2,2)
Autres éléments du résultat global	1,4	(2,1)
Résultat global total	26,2	31,7
Attribuable aux intérêts minoritaires	(0,8)	1,3
Attribuable au groupe	27,0	30,4

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

2. État de la situation financière consolidée

Actif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2023	31 déc. 2022
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	5.10.1	43,6	43,3
Écarts d'acquisition nets	5.9	555,9	554,2
Immobilisations corporelles nettes	5.10.2	39,3	38,0
Droits d'utilisation	5.10.3	55,3	57,6
Immobilisations financières	5.10.4	22,9	24,4
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.12	123,5	114,7
Autres créances à long terme	5.11	19,6	21,4
Impôts différés actifs		29,7	27,7
Total actifs non courants		889,7	881,3
Actifs courants			
Stocks	5.15.1	89,4	103,6
Clients et autres débiteurs*	5.15.2	854,0	878,9
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.12	44,5	49,8
Actifs d'impôts courants		8,3	9,5
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif	5.15.2	35,8	31,3
Autres actifs courants	5.15.2	46,0	36,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.17.1	133,0	404,8
Actifs détenus en vue de la vente	5.1.4	53,4	106,4
Total actifs courants		1 264,3	1 620,6
Total actif		2 154,0	2 501,9

* dont encours de location autoportés : 285,2 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 283,7 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Passif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2023	31 déc. 2022
Capital	5.18.1	23,7	23,7
Primes et réserves		339,4	302,6
Résultat de la période - part du groupe		25,9	63,8
Total capitaux propres - part du groupe	5.18.2	389,0	390,2
Intérêts minoritaires	5.18.5	63,0	66,6
Total capitaux propres		452,0	456,8
Passifs non courants			
Emprunts obligataires*	5.17.2	199,4	199,3
Dettes financières*	5.17.2	160,5	91,9
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.13	75,8	78,7
Passifs locatifs long terme	5.10.3	38,1	41,2
Autres passifs financiers**	5.14	34,1	36,3
Provisions	5.19	13,0	11,2
Provisions pour retraites et engagements assimilés		31,4	30,5
Autres dettes		8,8	13,1
Impôts différés passifs		20,0	12,8
Total passifs non courants		581,1	515,0
Passifs courants			
Emprunts obligataires*	5.17.2	9,6	160,8
Dettes financières*	5.17.2	84,8	96,3
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.13	30,9	24,1
Passifs locatifs court terme	5.10.3	18,5	18,6
Autres passifs financiers**	5.14	22,5	24,9
Provisions	5.19	14,8	17,4
Passifs d'impôts courants		8,4	10,7
Fournisseurs et autres créiteurs courants	5.15.3	752,5	932,1
Passifs du contrat		47,2	63,7
Autres passifs courants	5.15.3	119,3	124,8
Passifs détenus en vue de la vente	5.1.4	12,4	56,5
Total passifs courants		1 120,9	1 530,1
Total passif et capitaux propres		2 154,0	2 501,9

* Déduction faite de la trésorerie apparaissant à l'actif pour 133,0 millions d'euros au 30 juin 2023 (et 404,8 millions d'euros au 31 décembre 2022), l'endettement financier net ressort à 321,3 millions d'euros au 30 juin 2023 (contre 143,5 millions d'euros au 31 décembre 2022).

** Concernent les dettes d'acquisition conditionnées.

3. État de variation des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2022 et au 30 juin 2023

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021	222 281 980	23,7	194,8	(106,0)	274,2	(5,9)	380,8	58,4	439,1
Impact des changements de normes ou méthodes comptables							-		-
Solde au 1er janvier 2022	222 281 980	23,7	194,8	(106,0)	274,2	(5,9)	380,8	58,4	439,1
Résultat de la période					32,5		32,5	1,3	33,8
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat						6,7	6,7		6,7
Résultat global total au premier semestre 2022*					30,4	(2,1)	37,1	1,3	38,4
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions					2,9		2,9		2,9
Remboursement de primes d'émission (versé en juillet)			(25,3)				(25,3)	(6,0)	(31,3)
Augmentation de capital	648 000	0,1	1,7				1,8		1,8
Mouvements nets de titres d'autocontrôle				(28,7)			(28,7)		(28,7)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Comptabilisation initiale					(0,5)		(0,5)	0,5	0,1
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Variation de valeur					(23,2)		(23,2)	23,2	-
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires					(3,7)		(3,7)	(0,2)	(3,9)
Solde au 30 juin 2022 retraité*	222 929 980	23,7	171,2	(134,6)	282,2	0,8	343,3	77,2	420,5

02 états financiers consolidés

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	222 929 980	23,7	171,2	(131,4)	313,6	13,1	390,2	66,6	456,8
Impact des changements de normes ou méthodes comptables							-		-
Solde au 1er janvier 2023	222 929 980	23,7	171,2	(131,4)	313,6	13,1	390,2	66,6	456,8
Résultat de la période					25,9		25,9	(1,1)	24,7
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat						1,2	1,2	0,3	1,4
Résultat global total au premier semestre 2023					25,9	1,2	27,0	(0,8)	26,2
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions					1,0		1,0		1,0
Remboursement de primes d'émission (versé en juillet)			(28,5)				(28,5)	-	(28,5)
Augmentation de capital									
Mouvements nets de titres d'autocontrôle	(43 884 081)			128,7	(130,5)		(1,8)		(1,8)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Comptabilisation initiale									
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Variation de valeur					4,4		4,4	(4,6)	(0,2)
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires					(3,2)		(3,2)	1,8	(1,4)
Solde au 30 juin 2023	179 045 899	23,7	142,7	(2,7)	211,1	14,2	389,0	63,0	452,0

4. État des flux de trésorerie consolidés

Au 30 juin 2023 et au 30 juin 2022

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net des activités poursuivies		20,1	36,0
Provisions, dépréciations et amortissements	5.20.1.1	17,0	30,2
Élimination de l'impact des intérêts résiduels donnés en location	5.20.1.1	(1,4)	(4,0)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	5.20.1.1	0,0	2,3
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		35,8	64,4
Charge d'impôt constatée	5.7	8,4	6,6
Coût de l'endettement financier net		8,8	3,8
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)		53,0	74,8
Variation du besoin en fonds de roulement (b), dont :			
<i>Investissements dans les contrats TMF autoportés</i>	5.20.1.2	(198,7)	(167,8)
<i>Autres variations du BFR</i>		(1,5)	(73,8)
		(197,2)	(94,0)
Impôt décaissé avant imputation des crédits d'impôts (c)		(6,7)	(12,0)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	5.20.1	(152,4)	(105,0)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5.20.2	(12,2)	(8,5)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	0,3
Acquisitions d'immobilisations financières		(0,3)	(0,4)
Cessions d'immobilisations financières		0,1	3,9
Acquisitions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	5.20.2	(5,9)	(26,0)
Cessions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise		-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	5.20.2	(18,3)	(30,8)

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2022 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023.

02 états financiers consolidés

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Rachat / Remboursement d'OCEANE		(151,1)	(33,8)
Emission d'emprunts obligataires non convertibles		-	199,0
Remboursements d'emprunts obligataires non convertibles		-	(60,5)
Augmentations de capital		-	1,8
Rachats d'actions propres (nets des cessions)		(1,8)	(28,7)
Dividendes encaissés		1,7	7,3
Remboursement de prime d'émission / Rémunération des actionnaires		-	-
Variation des dettes de refinancement sur les contrats de location		(8,0)	(12,9)
Augmentation des dettes financières		237,8	47,7
Remboursement des dettes financières		(147,3)	(53,6)
Variation nette des billets de trésorerie		(12,5)	0,5
Variation des dettes d'affacturage et d'affacturage inversé		(1,6)	-
Principaux éléments des paiements provenant des contrats de location		(10,6)	(11,0)
Intérêts décaissés		(10,5)	(3,2)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	5.20.3	(103,9)	52,7
Incidence des différences de change sur la trésorerie (g)		0,9	2,0
Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies (h)		4,1	(16,7)
Variation de la trésorerie nette (d+e+f+g+h)		(269,6)	(97,8)
Trésorerie nette au début de l'exercice ⁽¹⁾	5.17	402,4	405,9
Variation de la trésorerie		(269,6)	(97,7)
Trésorerie nette à la clôture de la période ⁽¹⁾	5.17	132,9	308,1

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2022 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023.

(1) Nette des découverts bancaires : 0,1 millions d'euros au 30 juin 2023 et 0,8 millions d'euros au 30 juin 2022.

Les principaux mouvements de l'état des flux de trésorerie consolidés sont expliqués dans la note 5.20.

5. Notes annexes aux états financiers consolidés

5.1. Méthodes comptables

5.1.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés condensés pour le semestre clos au 30 juin 2023 ont été préparés, sur une base de continuité d'exploitation, conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (Information Financière Intermédiaire) et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2023¹.

Les états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom intègrent les états financiers de la société Econocom Group SE et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros. Les arrondis à la décimale la plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Econocom Group SE, société mère du groupe, est une Société Européenne dont le siège social se situe Place du Champ de Mars, 5, 1050 Bruxelles. La société est immatriculée au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise 0422 646 816 et est cotée sur Euronext à Bruxelles.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2023 et ne font pas fait l'objet d'une revue de la part du Commissaire.

Les comptes intermédiaires suivent des règles et méthodes comptables identiques à celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2022, telles que détaillées dans le rapport annuel 2022, à l'exception des points décrits dans les paragraphes 5.1.2.1 et 5.1.3. relatifs aux normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 et aux changements de méthode comptable.

Ils satisfont aux dispositions en matière de contenu et d'informations à fournir, définies dans la norme IAS 34, et, par conséquent, doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos au 31 décembre 2022 tels que publiés dans le rapport annuel 2022.

Les particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires sont les suivantes.

¹ Disponibles sur https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

5.1.1.1. Méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires

5.1.1.1.1. Provisions pour engagements postérieurs à l'emploi

La charge du semestre au titre des engagements postérieurs à l'emploi est calculée sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus au cours du semestre.

La réforme des retraites en France a un impact non matériel sur les engagements postérieurs à l'emploi car les hypothèses d'âge de départ en retraite adoptées par le groupe Econocom dans ses comptes consolidés à fin 2022 sont similaires aux nouvelles dispositions de la réforme.

5.1.1.1.2. Impôt sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période, entité fiscale par entité fiscale, le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année en cours. Cette charge est, le cas échéant, ajustée des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

5.1.1.1.3. Evaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour les comptes intermédiaires, l'évaluation à la juste valeur est déterminée selon la même méthode que les comptes annuels.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix du marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.

En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation, nécessaire à la valorisation des actifs financiers.

De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet significatif sur les montants estimés de juste valeur.

5.1.1.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés du groupe Econocom implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la Direction du groupe et qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

Les estimations et les hypothèses sont faites à partir de l'expérience passée et d'autres éléments considérés comme réalistes ou raisonnables, et sont une base à l'exercice du jugement pour la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs. Le groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs.

La Direction du groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle.

En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses états financiers pourraient sensiblement différer, ce qui affecterait la valeur des actifs, des passifs, des capitaux propres ou le compte de résultat. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel est survenu le changement.

5.1.1.2.1. Recours à des estimations

Les principales estimations et hypothèse retenues par le groupe sont les suivantes :

- les provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité ;
- les obligations liées aux avantages du personnel et les paiements fondés sur des actions ;
- les intérêts résiduels du groupe dans les actifs donnés en location ;
- les impôts différés actifs et passifs ainsi que la charge d'impôt exigible ;
- les modalités d'évaluation des actifs et des passifs identifiables acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Dans le cadre de ces estimations, le groupe applique les méthodes suivantes :

- provisions : elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers sans contrepartie pour le groupe. Elles comprennent notamment des provisions pour litiges de toute nature dont le montant est estimé en tenant compte de façon prudente des hypothèses de dénouement les plus probables. Pour déterminer ces hypothèses, la Direction du groupe s'appuie, si nécessaire, sur des évaluations réalisées par des conseils externes ;
- valorisation des plans de stock-options et d'actions gratuites octroyées : les formules actuarielles retenues sont impactées par les hypothèses de rotation du personnel, d'évolution et de volatilité du cours de bourse d'Econocom Group SE ainsi que de probabilité d'atteinte des objectifs par les managers ;
- appréciation de la probabilité de récupération des reports fiscaux déficitaires et des crédits d'impôt des filiales du groupe ;
- valorisation de l'intérêt résiduel du groupe dans les actifs donnés en location : cette valorisation est revue annuellement.

5.1.1.2.2. Recours au jugement

Le groupe est amené à exercer un jugement critique pour déterminer les éléments suivants :

- la qualification de bailleur-distributeur dans les contrats de sale & lease-back ;
- la distinction entre « agent » et « principal » pour la reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ;
- l'identification d'un actif ou d'un groupe d'actifs comme détenu en vue de la vente, et des activités abandonnées.

À la date à laquelle les états financiers consolidés simplifiés ont été examinés par le Conseil d'Administration, celui-ci considère que ces estimations et jugements intègrent dans la mesure du possible toutes les informations dont il dispose.

5.1.2. NORMES COMPTABLES NOUVELLES ET AMENDÉES, ET INTERPRÉTATIONS

5.1.2.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables au 1er janvier 2023

Les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-après, sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023 :

- Amendement de la norme IAS 1, clarification des informations à fournir sur les méthodes comptables dites « significatives » ;
- Amendement IAS 1, présentation des états financiers : classement d'un passif en courant ou non courant ;
- Amendement de la norme IAS 8, faciliter la distinction entre changement de méthode et changement d'estimation comptable en définissant la notion d'estimation comptable ;
- IFRS 17 « Contrats d'assurance » ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultants d'une même transaction ».

Ils n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du groupe.

5.1.2.2. Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne

En l'attente de leur adoption définitive par l'Union européenne, le groupe n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations suivantes :

- IAS 1 : Classement courant/non courant des passifs non courants assortis de clauses d'exigibilité anticipée (« covenants ») ;
- IAS 7 et IFRS 7 : Accords de financement des fournisseurs (e.g affacturage inversé) ;
- Amendement d'IFRS 10 et IAS 28, « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise » - date d'application différée ;
- Amendement IFRS 16 - Dettes de loyers dans une opération de cession-bail, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le groupe est en cours d'appréciation des éventuels impacts de la première application de ces textes.

5.1.3. CHANGEMENTS DE PRESENTATION ET DE METHODES ET CORRECTIONS AUX FINS DE COMPARABILITE

L'état de la situation financière consolidée et le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 ont été modifiés comme suit :

- présentation du compte de résultat consolidé : dans un souci de meilleure information des lecteurs des états financiers conformément à IAS 1, le « Résultat financier opérationnel », « Autres produits et charges non courants, « Autres produits et charges financiers » sont désormais présentés en distinguant produits et charges ; les « Dotations aux amortissements des actifs incorporels d'acquisition » sont également présentées isolément ; enfin, l'appellation Marge opérationnelle remplace celle de Résultat opérationnel courant.

Ces évolutions étaient déjà appliquées dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2022.

5.1.4. ACTIFS/PASSIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITÉS NON POURSUIVIES

La norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Un actif non courant ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable. La Direction doit s'être engagée à la vente et on doit s'attendre à ce que celle-ci se qualifie pour la comptabilisation en tant que vente conclue dans le délai d'un an à compter de la date de son classement.

Ces actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont mesurés au plus faible de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée au bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat de ces activités est présenté séparément au compte de résultat sous la ligne « Résultat net des activités non poursuivies » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

5.1.4.1. Activités non poursuivies

Une activité non poursuivie (arrêtée, cédée) ou en cours de cession est une composante dont le groupe s'est séparé ou qui est destinée à être cédée et :

- qui représente un secteur d'activité ou une région géographique principale et distincte pour le groupe ;
- qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'un secteur d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Le résultat net des activités non conservées comprend :

- le résultat net d'impôt de l'activité non conservée réalisé jusqu'à la date de cession ou jusqu'à la date de clôture si l'activité non conservée n'a pas encore été cédée à la clôture de l'exercice ;
- le résultat de cession net d'impôt si l'activité non conservée a été cédée avant la clôture de l'exercice.

5.1.4.2. Principales évolutions

Au premier semestre 2023, le Conseil d'Administration a ajouté une entité à la liste des activités et entités non stratégiques destinées à être arrêtées ou cédées. Dès lors, les comptes à fin juin 2022 ont été retraités afin d'assurer la comparabilité avec ceux à fin juin 2023, en reclassant en « Résultat net des activités non poursuivies » les produits et charges de ces entités conformément à la norme IFRS5.

5.1.4.3. Impacts des activités non poursuivies sur le compte de résultat

Le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, en « Résultat net des activités non poursuivies ». Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives sont retraitées. L'application de la norme IFRS 5 impacte le compte de résultat consolidé des activités poursuivies des semestres 2023 et 2022 de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Produits des activités poursuivies	52,0	51,5
Charges opérationnelles	(50,0)	(50,4)
Marge opérationnelle	2,0	1,2
Autres produits et charges opérationnels	4,5	(4,5)
Résultat opérationnel	6,4	(3,3)
Autres charges et produits financiers	-	-
Résultat avant impôt	6,4	(3,3)
Impôts	(1,9)	1,2
Résultat net des activités non poursuivies	4,6	(2,2)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022.

5.1.4.4. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs et passifs de ces activités sont présentés sur des lignes séparées de l'état de la situation financière. L'application de la norme IFRS 5 impacte l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022 de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	31 décembre 2022
Ecart d'acquisition	10,7	10,7
Autres actifs non courants	19,6	18,0
Actifs courants	21,6	76,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,5	1,7
Actifs détenus en vue de la vente	53,4	106,4
Passifs non courants	3,9	3,0
Passifs courants	8,5	53,5
Passifs détenus en vue de la vente	12,4	56,5

5.2. Variation du périmètre de consolidation au premier semestre 2023

5.2.1. CESSIONS / LIQUIDATIONS

Ces variations ont concerné :

- **Aciernet France et USA** : fin février 2023, le groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans la société Aciernet France qui détenait 100% des titres de l'entité Aciernet USA, entraînant une plus-value impactant la ligne « Résultat des activités non poursuivies » au compte de résultat.
- **Alcion Group** : la société a été liquidée fin mars 2023 et est donc sortie du périmètre de consolidation au 1^{er} avril 2023 sans impact significatif.
- **NMR Consultancy** : la société a été liquidée fin avril 2023 et est donc sortie du périmètre de consolidation à compter du 1^{er} mai 2023 sans impact significatif.

5.2.2. ACQUISITIONS OU ENTREES AU CAPITAL

- **Reliance Financial Services Group BV** : le 28 mars 2023, la société Econocom Nederland BV a acquis 100% des titres de participation de la société. Cette acquisition a été rattachée à l'activité TMF du groupe.

5.2.3. VARIATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT

- **Trams** : le groupe a exercé ses options d'achat partiel vis-à-vis des actionnaires minoritaires ; le pourcentage d'intérêt est passé de 60,00 % à 80,00 % au 30 juin 2023.

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre ou de pourcentage d'intérêt au premier semestre 2023.

5.3. Information sectorielle

L'information sectorielle, présentée en application de la norme IFRS 8, est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du groupe, aux fins d'affectation des ressources et d'évaluation de la performance du secteur.

L'activité du groupe se décompose en 3 secteurs d'activités opérationnels : Produits & Solutions, Services et Technology Management & Financing (TMF).

Le chiffre d'affaires interne opérationnel se compose :

- des ventes de biens et services : le groupe s'assure que ces transactions sont faites à des conditions de marché et qu'aucun montant significatif de marge interne ne soit stocké ;
- des refacturations de frais de structure et de personnel.

Le résultat sectoriel du groupe est la « Marge Opérationnelle » qui correspond au résultat opérationnel avant autres charges et produits opérationnels et amortissements des actifs incorporels d'acquisition.

5.3.1. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

La contribution aux comptes du groupe de chaque secteur d'activité opérationnel est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	Total
1^{er} semestre 2023				
Chiffre d'affaires avec les clients externes	701,1	284,5	501,3	1 486,9
Chiffre d'affaires interne	(116,3)	(30,4)	(3,0)	(149,7)
Total - Revenus des secteurs opérationnels	584,8	254,1	498,3	1 337,2
Marge opérationnelle	15,9	11,0	17,3	44,2
1^{er} semestre 2022 retraité*				
Chiffre d'affaires avec les clients externes	649,0	280,1	486,7	1 415,8
Chiffre d'affaires interne	(94,8)	(32,4)	(1,9)	(128,1)
Total - Revenus des secteurs opérationnels	554,2	247,7	484,8	1 286,7
Marge opérationnelle des activités	18,1	20,3	21,6	60,0

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

02 états financiers consolidés

La contribution au besoin en fonds de roulement de chaque secteur d'activité est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	Holdings	Total
BFR au 30 juin 2023	(69,1)	(46,7)	308,9	(14,9)	178,2
BFR au 31 décembre 2022	(171,1)	(81,9)	238,9	12,4	(1,7)

5.3.2. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La contribution de chaque secteur d'activité opérationnel aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	1^{er} semestre 2023
Benelux	98,0	45,0	52,6	195,6
<i>dont Belgique</i>	46,7	34,9	37,4	118,9
France	276,2	169,3	180,9	626,4
Europe du Sud	157,0	39,8	133,0	329,8
Europe du Nord et de l'Est	49,8	-	126,9	176,7
Amériques	3,8	-	4,9	8,7
Total	584,8	254,1	498,3	1 337,2

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	1^{er} semestre 2022 retraité*
Benelux	80,3	38,2	46,7	165,3
<i>dont Belgique</i>	45,0	31,5	33,3	109,8
France	290,9	172,1	243,6	706,6
Europe du Sud	107,9	37,4	117,9	263,1
Europe du Nord et de l'Est	71,3	-	68,4	139,7
Amériques	3,8	-	8,2	12,0
Total	554,2	247,7	484,8	1 286,7

* Le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022 est principalement retraité de la variation de périmètre des activités non poursuivies. Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le groupe a retraité le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 afin d'y intégrer les impacts des analyses finalisées en fin d'année sur la reconnaissance du revenu et notamment sur certains contrats de type « sale & leaseback » conclus au 1^{er} semestre 2022.

5.3.3. ACTIFS NON COURANTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La contribution de chaque secteur d'activité opérationnel aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

<i>en millions d'euros</i> au 30 juin 2023	Immobilisations incorporelles	Goodwill	Immobilisations corporelles	Droits d'utilisation
Benelux	0,9	74,7	7,0	9,8
<i>dont Belgique</i>	0,5	52,9	3,9	4,1
France	39,4	285,6	18,5	32,9
Europe du Sud	3,2	161,3	13,4	10,9
Europe du Nord et de l'Est	0,0	34,2	0,3	1,7
Amériques	-	-	-	-
Total	43,6	555,9	39,3	55,3

<i>en millions d'euros</i> au 31 décembre 2022	Immobilisations incorporelles	Goodwill	Immobilisations corporelles	Droits d'utilisation
Benelux	0,9	73,5	7,1	10,7
<i>dont Belgique</i>	0,5	52,9	4,0	4,8
France	38,8	285,6	17,9	35,0
Europe du Sud	3,6	161,3	12,6	9,6
Europe du Nord et de l'Est	0,0	33,8	0,4	2,3
Amériques	-	-	-	-
Total	43,3	554,2	38,0	57,6

5.4. Marge opérationnelle

5.4.1. COUT D'ACHAT DES BIENS VENDUS OU LOUES

Le coût d'achat des biens vendus ou bien loués se décompose de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
P&S	(485,9)	(463,3)
Services	(54,1)	(45,4)
Technology Management & Financing	(423,7)	(394,3)
Total	(963,8)	(903,0)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.2. FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Salaires et traitements	(183,2)	(169,5)
Charges sociales	(53,2)	(52,3)
Autres charges de personnel	(7,5)	(12,3)
Total	(243,9)	(234,1)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.3. CHARGES LIEES AUX SERVICES ACHETES

Les charges liées aux services achetés se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(21,3)	(21,8)
Commissions agents	(13,2)	(13,1)
Services extérieurs (entretiens, assurances...)	(9,2)	(7,1)
Autres charges externes (sous-traitances, relations publiques, transports...)	(23,2)	(19,8)
Total	(66,9)	(61,8)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.4. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS (HORS ACTIFS INCORPORELS D'ACQUISITION) ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements des immobilisations (hors actifs incorporels d'acquisition) et aux provisions se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Immobilisations incorporelles : concessions, brevets, licences et droits similaires, fonds de commerce	(3,7)	(3,3)
Immobilisations des droits d'utilisation	(9,7)	(9,6)
Autres immobilisations corporelles	(5,4)	(5,0)
Dotations aux amortissements des immobilisations (hors actifs incorporels d'acquisition)	(18,8)	(17,9)
Dotations et reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation	3,8	(5,1)
Total	(14,9)	(23,0)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.5. PERTE NETTE DE VALEUR SUR ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

Les pertes nettes de valeur sur actifs courants et non courants se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2023	1 ^{er} semestre 2022 retraité*
Perte de valeur sur stocks	(0,5)	(0,7)
Reprise de perte de valeur sur stocks	0,3	0,2
Pertes nettes / Gains nets - stocks	(0,2)	(0,5)
Perte de valeur sur créances douteuses	(4,4)	(4,7)
Reprise de perte de valeur sur créances douteuses	2,6	4,8
Gains et pertes sur réalisations de créances	1,0	(2,2)
Pertes nettes / gains nets - créances commerciales	(0,8)	(2,1)
Total	(1,1)	(2,6)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.6. RESULTAT FINANCIER OPERATIONNEL

Les produits et charges financiers opérationnels liés à l'activité Technology Management & Financing résultent de la désactualisation sur l'exercice des engagements bruts de valeurs résiduelles financières, des intérêts résiduels du groupe et des encours de location, ainsi que de la marge des contrats de l'activité TMF comptabilisés conformément à IFRS9. Les différences de change portent principalement sur la fluctuation monétaire des GBP et USD.

5.4.6.1. Produits financiers opérationnels

Le tableau ci-dessous détaille les produits financiers opérationnels selon leur nature :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Produits financiers opérationnels liés à l'activité Technology Management & Financing	15,3	7,3
Différence de change	2,1	3,4
Produits financiers opérationnels divers	0,1	0,6
Total produits financiers opérationnels	17,5	11,2

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.4.6.2. Charges financières opérationnelles

Le tableau ci-dessous détaille les charges financières opérationnelles selon leur nature :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Charges financières opérationnelles liées à l'activité Technology Management & Financing	(8,1)	(4,2)
Différence de change	(2,4)	(2,9)
Charges financières d'affacturage	(3,2)	(1,2)
Charges financières opérationnelles diverses	(0,4)	(0,3)
Total charges financières opérationnelles	(14,1)	(8,6)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.5. Autres produits et autres charges opérationnels

Les « autres produits et autres charges opérationnels », exclus de la marge opérationnelle, comprennent notamment :

- les coûts de restructurations et les coûts relatifs aux adaptations des effectifs ;
- les coûts liés aux déménagements d'activité ;

02 états financiers consolidés

- les coûts liés aux différentes opérations de croissance externes (honoraires d'acquisitions) ;
- les variations de valeur sur les dettes d'acquisition (compléments de prix) : les variations de valeurs des options croisées d'engagement de rachat des intérêts minoritaires sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- les résultats de cessions significatives d'immobilisations corporelles et incorporelles, d'actifs ou de participations opérationnelles dans les activités poursuivies ;
- les pertes de valeur d'écart d'acquisition ;
- et, plus généralement, tous les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	Autres produits opérationnels	Autres charges opérationnelles
Coûts liés aux réorganisations	(2,5)	-	(2,5)
Dépréciations d'immobilisations	(0,9)	-	(0,9)
Créances douteuses & litiges	(0,5)	0,1	(0,6)
Autres	(0,8)	-	(0,8)
Total 1^{er} semestre 2023	(4,7)	0,1	(4,8)

<i>en millions d'euros, retraité *</i>	1^{er} semestre 2022	Autres produits opérationnels	Autres charges opérationnelles
Coûts liés aux réorganisations	(5,9)	-	(5,9)
Dépréciations d'immobilisations	(1,6)	-	(1,6)
Créances douteuses & litiges	(0,8)	0,1	(0,9)
Autres	(1,9)	2,3	(4,2)
Total 1^{er} semestre 2022 *	(10,2)	2,4	(12,6)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.6. Résultat financier

5.6.1. AUTRES PRODUITS FINANCIERS

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Rachats d'OCEANE	-	0,2
Autres produits financiers	0,8	0,1
Produits financiers	0,8	0,3

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.6.2. AUTRES CHARGES FINANCIERES

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Charges financières sur emprunts obligataires	(2,9)	(3,4)
Intérêts sur financements à court terme	(2,3)	(1,2)
Charges de dettes long terme	(3,2)	(0,5)
Charges d'intérêts sur dettes locatives (IFRS 16)	(0,9)	(0,8)
Composante financière des engagements de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	(0,5)	(0,2)
Autres charges financières	(0,7)	(0,5)
Charges financières	(10,5)	(6,5)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022 (cf. 5.1.4.).

5.7. Impôts sur les résultats

5.7.1. RATIONALISATION DU TAUX D'IMPOT

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat avant impôt des activités poursuivies	28,6	42,6
Impôts sur le résultat des activités poursuivies	(8,4)	(6,6)
Taux effectif d'impôt rapporté au résultat avant impôt	29,5%	15,6%
Taux projeté d'impôt sur les sociétés	25,0%	24,0%

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2022.

La charge d'impôt sur le premier semestre s'établit à 8,4 millions d'euros dont 0,8 million d'euros de taxes assimilables à l'impôt (contre 1,3 million d'euros au premier semestre 2022) ; il s'agit de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en France, nette d'impôt sur les sociétés, et des cotisations Imposta Regionale sulle Attività Produttive (IRAP) en Italie (cf. note 7 des états financiers consolidés du 31 décembre 2022).

Le taux moyen d'impôt sur les sociétés (IS), pour les activités qui y sont soumises, a été estimé pour la période en cours à 25,0% contre 24,0% au 1^{er} semestre 2022. La hausse de la charge d'impôt entre 1^{er} semestre 2022 et 1^{er} semestre 2023 est donc due à la fois à l'augmentation de ce taux projeté et à de moindres profits non taxables à l'IS.

5.8. Résultat par action et résultat par action dilué

Le résultat de base par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, c'est-à-dire en excluant *prorata temporis* les actions détenues en auto-contrôle.

5.8.1. RESULTAT PAR ACTION

<i>en millions d'euros, à l'exception des données par action et du nombre d'actions</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net consolidé	24,7	33,8
Résultat net consolidé des activités poursuivies	20,1	36,0
Résultat net consolidé des activités non poursuivies	4,6	(2,2)
Résultat net ajusté	24,6	44,8
<hr/>		
Nombre moyen d'actions en circulation	178 387 018	181 283 361
<hr/>		
Résultat net consolidé par action (en €)	0,139	0,186
Résultat net des activités poursuivies par action (en €)	0,113	0,198
Résultat net des activités non poursuivies par action (en €)	0,026	(0,012)
Résultat net ajusté par action (en €)	0,138	0,247

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2022.

5.8.2. RESULTAT DILUE PAR ACTION

<i>en millions d'euros, à l'exception des données par action et du nombre d'actions</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Résultat net dilué	25,2	35,1
Résultat net dilué des activités poursuivies	20,6	37,3
Résultat net dilué des activités non poursuivies	4,6	(2,2)
<hr/>		
Nombre moyen d'actions en circulation	178 387 018	181 283 361
Impact des stocks options	499 669	144 343
Impact des actions gratuites	1 220 580	3 117 265
Impact des OCEANE	-	9 145 541
Nombre moyen dilué d'actions en circulation	180 107 268	193 690 510
<hr/>		
Résultat net dilué par action (en €)	0,140	0,181
Résultat net dilué des activités poursuivies par action (en €)	0,114	0,193
Résultat net dilué des activités non poursuivies par action (en €)	0,025	(0,011)
Résultat net ajusté dilué par action (en €)	0,139	0,238

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2022 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2023 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2022.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

La charge relative aux stock-options reconnue en résultat n'est pas retraitée, conformément aux normes IFRS.

5.9. Écarts d'acquisition

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués comme suit entre les trois unités génératrices de trésorerie :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	Total
Écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2023	175,0	237,2	142,0	554,1
Ajustements PPA	0,3	-	-	0,3
Acquisitions	-	-	1,0	1,0
Cessions	-	-	-	-
Écarts de conversion	0,5	-	-	0,5
Écarts d'acquisition au 30 juin 2023	175,7	237,2	143,0	555,9
dont montant brut	175,7	241,5	143,0	560,1
dont dépréciation cumulée	-	(4,3)	-	(4,3)

Au 30 juin 2023, l'écart d'acquisition relatif à la société Reliance Financial Services Group BV, acquise le 31 mars 2023 est encore provisoire et toujours dans la période d'affectation.

Compte tenu de ses prévisions de résultat pour l'année et des perspectives pour les années suivantes, le groupe n'a pas considéré nécessaire de mettre en œuvre de test d'impairment au 30 juin 2023. Par ailleurs, les hypothèses retenues fin 2022, n'ont pas été remises en question au cours du 1^{er} semestre 2023.

5.10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

5.10.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Fonds de commerce & portefeuilles clients	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Systèmes d'information et développements internes	Autres	Total
Coût d'acquisition					
Valeur brute au 31 décembre 2022	54,0	36,5	57,8	3,4	151,8
Acquisitions	-	0,6	4,3	0,1	5,0
Cessions/Mises au rebut	-	(0,1)	-	-	(0,1)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts et autres	-	0,2	(0,2)	(0,1)	(0,1)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
Valeur brute au 30 juin 2023	54,0	37,2	61,9	3,4	156,5
Amortissements et pertes de valeur					
Amortissements cumulés au 31 décembre 2022	(38,3)	(29,5)	(37,6)	(3,1)	(108,4)
Dotations	(1,0)	(1,2)	(2,5)	(0,1)	(4,8)
Cessions/Mises au rebut	-	0,1	-	-	0,1
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts et autres	-	0,1	-	0,1	0,2
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
Amortissements cumulés au 30 juin 2023	(39,3)	(30,5)	(40,2)	(3,1)	(113,0)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	15,8	7,0	20,2	0,3	43,4
Valeur nette comptable au 30 juin 2023	14,8	6,7	21,8	0,3	43,6

5.10.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Terrains et constructions	Installations, matériel informatique	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations données en location	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2022	35,1	55,4	17,0	21,9	0,8	130,2
Acquisitions	0,9	3,5	0,2	2,7	-	7,3
Cessions/Mises au rebut	(1,6)	(1,2)	(0,1)	(0,0)	-	(2,9)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Transferts et autres	(0,2)	3,3	1,3	(4,2)	(0,8)	(0,8)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-
Valeur brute au 30 juin 2023	34,1	61,1	18,4	20,4	0,0	133,9
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2022	(21,7)	(44,7)	(12,1)	(13,0)	(0,8)	(92,2)
Dotations	(1,9)	(2,7)	(1,1)	(0,4)	-	(6,2)
Cessions/Mises au rebut	1,6	1,1	0,1	0,1	-	2,9
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Transferts et autres	0,3	(1,0)	0,7	-	0,8	0,8
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-
Amortissements cumulés au 30 juin 2023	(21,7)	(47,2)	(12,4)	(13,3)	-	(94,6)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	13,4	10,7	4,9	8,9	-	38,0
Valeur nette comptable au 30 juin 2023	12,5	13,8	6,0	7,0	-	39,3

5.10.3. DROITS D'UTILISATION

5.10.3.1. Actifs liés aux droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

<i>en millions d'euros</i>	Bâtiments & aménagements	Véhicules	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2022	89,7	43,1	132,7
Acquisitions	6,9	14,0	20,9
Réévaluation et fin de contrat	(9,8)	(36,9)	(46,7)
Transferts et autres	0,2	(3,1)	(2,9)
Variation de périmètre	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-
Valeur brute au 30 juin 2023	87,0	17,1	104,1
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2022	(46,2)	(28,9)	(75,1)
Dotations	(6,8)	(3,0)	(9,8)
Réévaluation et fin de contrat	7,4	25,8	33,2
Transferts et autres	(0,1)	3,1	3,0
Variation de périmètre	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-
Amortissements cumulés au 30 juin 2023	(45,7)	(3,1)	(48,8)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	43,5	14,1	57,6
Valeur nette comptable au 30 juin 2023	41,3	14,0	55,3

5.10.4. DETTES DE LOYERS

<i>en millions d'euros</i>	Total	< à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	> 5 ans
Dettes de loyers	56,7	18,5	14,0	16,4	7,8

5.10.5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>en millions d'euros</i>	Participations dans des sociétés non consolidées ⁽¹⁾	Participations dans des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	Autres Immobilisations financières ⁽³⁾	Total
Solde au 31 décembre 2021	8,6	-	20,9	29,5
Augmentations	-	-	0,5	0,5
Dotations	(0,4)	-	-	(0,4)
Remboursements/Cessions	(0,1)	-	(3,2)	(3,3)
Variations de périmètre	0,1	-	0,1	0,1
Résultat des participations mises en équivalence	-	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	(3,5)	-	(1,2)	(4,8)
Solde au 30 juin 2022	4,7	-	17,0	21,6
Solde au 31 décembre 2022	4,1	-	20,3	24,4
Augmentations	-	-	1,2	1,2
Dotations	-	-	-	-
Remboursements/Cessions	(0,1)	-	(2,7)	(2,7)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Résultat des participations mises en équivalence	-	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2023	4,0	-	18,8	22,9

(1) Il s'agit de participations du groupe dans des entités non contrôlées pour 4,0 millions d'euros, dont principalement 2,4 millions d'euros de titres Hélios, 0,8 million d'euros de titres Histovery, 0,5 million d'euros de titres Kartable, 0,2 million d'euros pour Neuradom et 0,2 million d'euros de titres pour JTRS.

(2) Au 30 juin 2023, il n'y a plus d'entité mise en équivalence

(3) Les autres immobilisations financières concernent principalement des dépôts et cautionnements.

5.11. Autres créances à long terme

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Etat, subventions à recevoir à long terme	0,0	1,7
Autres créances à long terme	19,6	19,6
Autres créances	19,6	21,4

5.12. Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location

Les intérêts résiduels sont enregistrés à l'actif dès lors qu'un contrat de location est qualifié de contrat de location-financement. Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location correspondent à une valeur de marché prévisionnelle des actifs inclus dans les contrats de location.

Ils sont déterminés sur la base d'un pourcentage de la valeur d'achat du matériel (une grille a été mise en place par catégorie de matériel) et de la durée du contrat de location (ce pourcentage est dégressif en fonction de cette durée).

Trois exceptions existent à l'application de cette grille :

- une grille adhoc ciblée sur une sélection de matériels digitaux précis est utilisée en remplacement de cette grille générale,
- dans le cas de contrats renouvelables, les intérêts résiduels des actifs sont plafonnés et ne peuvent pas excéder un pourcentage plus limité de la valeur d'achat du matériel,
- les actifs non digitaux (ou assimilés) donnés en location, dits actifs industriels, et les actifs récents pour lesquels le groupe ne dispose pas de connaissance de la valeur de marché secondaire ou de comparables ont une valeur d'intérêts résiduels égale à zéro, sauf si une évaluation externe peut donner une valeur à terminaison du contrat.

Ces grilles sont revues régulièrement par la Direction du groupe sur la base de son expérience des marchés de seconde main. Si le groupe identifie des moins-values potentielles sur le montant des intérêts résiduels relatifs à certains actifs, une dépréciation est enregistrée.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part non courante (1 an < x < 5 ans)	123,5	114,7
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part courante (<1 an)	44,5	49,8
Total	168,0	164,6

Le montant d'intérêt résiduel à fin juin 2023 augmente de 3,4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022 et s'établit à 168,0 millions d'euros sur un portefeuille d'actifs donnés en location de 5,2 milliards d'euros (prix d'achat des actifs à l'origine), soit un ratio intérêts résiduels/portefeuille d'actifs de 3,2% (3,0% à fin décembre 2022).

L'incidence de l'actualisation sur la valeur totale des intérêts résiduels s'élève à 16,0 millions d'euros, soit des valeurs avant actualisation de 184,0 millions d'euros au 30 juin 2023. Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location concernent des actifs digitaux et des actifs industriels pour respectivement 150,6 et 33,4 millions d'euros avant actualisation.

5.13. Dettes d'engagements bruts de valeurs résiduelles financières

Dans le cadre du refinancement des contrats de location-financement auprès de partenaires financeurs, les accords passés peuvent prévoir sous forme d'avance remboursable le refinancement de tout ou partie des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location. Cette avance, remboursable à l'issue de la période initiale du contrat de location-financement, constitue donc une dette au sens d'IFRS 9. Ce passif est actualisé selon les mêmes conditions que le contrat de location-financement.

Le financement de ces Intérêts résiduels par le partenaire financeur se fait sur la base de négociations au cas par cas ; ce dernier peut décider soit de ne pas faire d'avance, soit de faire une avance partielle ou totale de la valeur résiduelle. Par ailleurs, certains contrats de location-financement ne font pas l'objet de refinancement. Dès lors, intérêts résiduels et dettes d'engagements bruts de valeurs résiduelles financières peuvent tout à fait différer.

Cette dette est exclue du calcul de l'endettement financier net utilisé par le groupe.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Engagement brut totale des valeurs résiduelles financières part non courante (1 an < x < 5 ans)	75,8	78,7
Engagement brut totale des valeurs résiduelles financières part courante (< 1 an)	30,9	24,1
Total	106,8	102,8

La valeur actualisée des dettes « d'engagement brute de valeurs résiduelles » long terme et court terme s'élève à 106,8 millions d'euros. L'impact cumulé de l'actualisation est de 9,2 millions d'euros, soit un montant de 116,0 millions d'euros avant actualisation au 30 juin 2023.

5.14. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux dettes d'acquisition conditionnées regroupant les options d'engagement de rachat des intérêts minoritaires, les compléments de prix et les paiements différés qui ont été accordés le plus souvent sous réserve de l'atteinte d'objectifs financiers futurs. Ces dettes dépendent ainsi des niveaux estimés de performances futures des sociétés concernées (par exemple, multiple d'EBIT, niveau attendu de trésorerie future ...).

À fin juin 2023, le groupe dispose d'options d'achat (et les actionnaires minoritaires d'options de vente) sur les titres restants qui doivent lui permettre d'acquérir tout ou partie du capital des entités suivantes : Exaprobe, Helis, Econocom Factory, Semic, Lydis et Trams. Ces options imposent à Econocom de procéder à l'acquisition des titres et lui confèrent également le droit d'en obtenir la cession par les minoritaires.

02 états financiers consolidés

<i>en millions d'euros</i>		Options croisées d'engage- ment de rachat des intérêts minoritaires	Complé- ments de prix	aiements différés	Total dettes d'acquisition conditionnées	Part courante	Part non courante
Au 31 décembre 2022		58,1	1,5	1,6	61,2	24,9	36,3
Cessions et IFRS 5				-	-		
Augmentation par capitaux propres ou goodwill		-	0,6	-	0,6		
Décaissements		(4,6)		(0,9)	(5,5)		
Reclassement / Autres		-	-	-	-		
Variation de juste valeur	Par capitaux propres	0,2	-	-	0,2		
	Par autre résultat opérationnel	-	-	-	-		
	Par marge opérationnelle	-	-	-	-		
Au 30 juin 2023		53,7	2,1	0,7	56,5	22,5	34,1

5.15. Actifs et passifs d'exploitation

5.15.1. STOCKS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023			31 déc. 2022		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Équipements en cours de refinancement	10,0	(0,2)	9,9	19,2	(0,1)	19,1
Autres stocks	87,4	(8,0)	79,5	92,2	(7,8)	84,5
Matériels informatiques et télécoms	78,0	(3,9)	74,1	79,6	(3,8)	75,8
Pièces détachées et autres	9,5	(4,1)	5,4	12,7	(4,0)	8,7
Total	97,5	(8,1)	89,4	111,4	(7,9)	103,6

5.15.2. CLIENTS, AUTRES DEBITEURS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023			31 déc. 2022		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Clients	853,1	(47,0)	806,1	856,4	(47,2)	809,2
Autres débiteurs	50,7	(2,9)	47,8	70,7	(1,0)	69,7
Total Clients et autres débiteurs	903,8	(50,0)	854,0	927,0	(48,2)	878,9
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif	35,8	-	35,8	31,3	-	31,3
Autres actifs courants	46,0	-	46,0	36,3	-	36,3

L'évolution du poste clients est détaillée ci-après, par activité :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023				31 décembre 2022			
	Créances facturées nettes des dépréciations	Factures à émettre	Encours de location	Total	Créances facturées nettes des dépréciations	Facture à émettre	Encours de location	Total
P&S	114,4	42,7	-	157,1	154,3	48,1	-	202,4
Services	19,4	49,7	-	69,0	13,2	22,1	-	35,3
TMF	208,3	2,2	369,4	580,0	228,1	5,6	337,8	571,5
Total	342,1	94,7	369,4	806,1	395,6	75,8	337,8	809,2

Dépréciation des créances

<i>en millions d'euros</i>	31 déc. 2022	Dotations	Reprises	Autres variations	Reclass. en actifs détenus en vue de la vente	30 Juin 2023
Perte de valeur sur créances douteuses	(47,2)	(5,2)	5,7	(0,2)	-	(47,0)

Autres débiteurs

Les autres débiteurs représentent des créances sur le Trésor Public et diverses créances sur les tiers (fournisseurs, factor...) :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Créances fiscales hors impôt	28,1	23,9
Créances sur factors	5,2	27,7
État, subventions à recevoir	0,6	1,0
Fournisseurs débiteurs	6,5	10,2
Autres	7,5	6,8
Autres débiteurs	47,8	69,7

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent essentiellement à des charges constatées d'avance pour 46,0 millions d'euros contre 36,3 millions d'euros au 31 décembre 2022.

5.15.3. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS COURANTS, AUTRES PASSIFS COURANTS

Le poste « fournisseurs et autres créditeurs courants » se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Fournisseurs	571,5	741,2
<i>Dont dettes fournisseurs d'affacturage inversé</i>	21,4	104,6
Autres créditeurs	181,0	191,0
Dettes fiscales et sociales	147,2	183,8
Rémunération des actionnaires à payer	29,9	1,4
Clients créditeurs et autres	3,9	5,7
Total fournisseurs et autres créditeurs	752,5	932,1

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Passifs du contrats	47,2	63,7
Produits constatés d'avance	98,6	109,5
Autres passifs	20,7	15,4
Autres passifs courants	119,3	124,8

5.16. Catégorisation des instruments financiers et hiérarchie de la juste valeur

La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » hiérarchise les niveaux de juste valeur de la façon suivante :

- niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix du marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation, nécessaire à la valorisation des actifs financiers. De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet significatif sur les montants estimés de juste valeur.

02 états financiers consolidés

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de la trésorerie est considérée comme une bonne estimation de leur juste valeur.

Les instruments dérivés et les titres de participation non consolidés sont évalués avec des justes valeurs de niveau 2. Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur de niveau 1.

5.16.1. ACTIFS FINANCIERS

Au titre du 1^{er} semestre 2023, les actifs financiers du groupe s'analysent comme suit :

en millions d'euros	Valeur comptable				Niveau de juste valeur		
	Notes	Coût amorti	JV en contrepartie des autres éléments du résultat global	Juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Immobilisations financières	5.10.4	18,9	-	4,0	-	22,9	-
Créances long terme	5.11	19,6	-	-	-	19,6	-
Intérêts résiduels	5.12	168,0	-	-	-	168,0	-
Clients	5.15.2	806,1	-	-	-	806,1	-
Autres débiteurs	5.15.2	47,8	-	-	-	47,8	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.15.1	-	-	133,0	133,0	-	-
Total des actifs financiers		1 060,4	-	137,1	133,0	1 064,4	-

5.16.2. PASSIFS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des dettes fournisseurs et autres créditeurs est considérée comme étant une bonne estimation de leur juste valeur.

La valeur de marché des instruments dérivés est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données disponibles à la date de clôture de l'exercice.

02 états financiers consolidés

en millions d'euros	Notes	Valeur comptable			Niveau de juste valeur		
		Coût amorti	JV en contrepartie des autres éléments du résultat global	Juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Endettement brut	5.17.2	454,2	-	-	-	454,2	-
Dont obligations non convertibles		209,0	-	-	-	209,0	-
Dont dettes bancaires, billets de trésorerie et autres		47,3	-	-	-	47,3	-
Dont dettes sur contrats refinancés avec recours		198,1	-	-	-	191,1	-
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.13	106,8	-	-	-	106,8	-
Passifs locatifs	5.10.3	56,7	-	-	-	56,7	-
Dettes d'acquisition conditionnées			2,1	54,4	-	-	56,5
Autres passifs non courants		8,8	-	-	-	8,8	-
Fournisseurs	5.15.3	571,5	-	-	-	571,5	-
Autres créditeurs (hors dérivés)	5.15.3	181,0	-	-	-	181,0	-
Autres passifs courants	5.15.3	20,7	-	-	-	20,7	-
Total des passifs financiers et autres passifs		1 399,7	2,1	54,4	-	1 399,7	56,5

5.17. Trésorerie, endettement brut et endettement net

5.17.1. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans le poste Dettes financières.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique Résultat financier opérationnel.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; elle est présentée nette des découverts bancaires. La décomposition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à fin juin 2023 et fin décembre 2022 se présente comme suit :

02 états financiers consolidés

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Disponibilités	118,5	384,4
Caisses	0,2	0,1
Comptes à vue	118,3	384,3
Equivalents de trésorerie	14,5	20,4
Comptes à terme	2,0	-
Valeurs mobilières de placement	12,5	20,3
Trésorerie active	133,0	404,8
Découverts bancaires	(0,1)	(2,4)
Trésorerie nette des découverts bancaires	132,9	402,4

5.17.2. ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

L'endettement financier brut présente l'ensemble des dettes portant intérêts et contractées par la réception d'instruments financiers. Sont exclus :

- les engagements bruts de valeurs résiduelles financières sur les biens donnés en location (passif) et les intérêts résiduels à l'actif,
- l'instrument dérivé de couverture du Schuldschein et,
- les passifs locatifs.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	31 déc. 2022
Dette obligataire non convertible (Schuldschein) - part non courante	199,4	199,3
Emprunts obligataires – part non courante	199,4	199,3
Autres emprunts	143,9	68,0
Dettes de location financement ⁽¹⁾	16,6	23,9
Dettes financières – part non courante	160,5	91,9
Passifs non courants portant intérêt	359,9	291,1
Dette obligataire convertible (OCEANE) - part courante	-	151,2
Dette obligataire non convertible (Schuldschein) - part courante	9,6	9,6
Emprunts obligataires – part courante	9,6	160,8
Billets de trésorerie	20,0	32,5
Dettes d'affacturage ⁽²⁾	13,2	14,5
Dettes d'affacturage inversé	-	0,1
Dettes de location financement et assimilés ⁽¹⁾	18,0	17,8
Autres emprunts et dettes assimilées avec recours	33,6	29,1
Dettes financières – part courante ⁽³⁾	84,8	93,9
Passifs courants portant intérêt	94,4	254,8
Total de l'endettement financier brut⁽³⁾	454,2	545,9

02 états financiers consolidés

- (1) Essentiellement dette sur contrats refinancés avec recours : cette dette est adossée aux loyers de nos clients mais le groupe conserve une part du risque de crédit. Le groupe a donc réintégré un montant similaire de créances non cédées conformément à la norme IAS32 « instruments financiers : présentation ».
- (2) Les dettes d'affacturage se composent des risques résiduels sur les contrats d'affacturage.
- (3) Hors concours bancaires courants.

5.17.3. ENDETTEMENT FINANCIER NET

La notion d'endettement financier net utilisée par le groupe est constituée de l'endettement brut (cf. note 5.17.2) diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (cf. note 5.17.1). Cet indicateur est utilisé pour des besoins de communication financière, notamment pour calculer certains ratios de performance.

en millions d'euros	31 déc. 2022	Flux moné- taires	Flux non monétaires			30 juin 2023
			Coût amorti emprunt	Effet de change	Autres	
Trésorerie nette des concours bancaires ⁽¹⁾	402,4	(270,4)	-	0,9	(0,1)	132,9
Billets de trésorerie et lignes de crédit	(54,2)	26,7	-	-	(19,7)	(47,3)
Trésorerie nette	348,2	(243,7)	-	0,9	(19,8)	85,6
Dette obligataire convertible (OCEANE)	(151,2)	151,8	(0,6)			-
Dette obligataire (Schuldschein)	(208,9)	3,6	(3,7)			(209,0)
Contrats de location refinancés avec recours	(41,7)	8,1		(0,2)	(0,8)	(34,6)
Dettes financières d'affacturage avec recours	(14,5)	1,5		(0,2)		(13,2)
Dettes d'affacturage Inversé	(0,1)	0,1				-
Autres dettes	(75,3)	(94,6)			19,7	(150,3)
Sous-total	(491,7)	70,6	(4,3)	(0,4)	18,9	(407,0)
Excédent de trésorerie / (Endettement financier net)	(143,5)	(173,2)	(4,3)	0,5	(0,9)	(321,3)

(1) Dont concours bancaires courants de 0,1 million d'euros au 30 juin 2023 et 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2022. La variation de la trésorerie nette de -269,6 millions d'euros telle qu'elle ressort dans le tableau de flux de trésorerie est égale à la somme des -270,4 millions d'euros de flux monétaires, des +0,9 millions d'euros d'écart de conversion et des

-0,1 millions d'euros d'autres variations.

5.17.3.1. Dettes obligataires convertibles (OCEANE)

Le groupe a procédé au remboursement de la dette obligataire convertible OCEANE le 6 mars 2023.

5.17.3.2. Dettes obligataires (Schuldschein)

Les flux monétaires sur les dettes obligataires non convertibles (Schuldschein) correspondent au paiement des coupons à l'échéance du 2 mai 2022 pour 3,6 millions d'euros. Les coupons payés sont présentés sur la ligne « intérêts décaissés » dans l'état des flux de trésorerie consolidés.

5.18. Éléments sur les capitaux propres

5.18.1. ÉLÉMENTS SUR LE CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2023, le nombre total de titres conférant droit de vote est de 179 045 899.

	Nombre d'actions			Valeur en millions d'euros		
	Total	Auto contrôle ⁽¹⁾	En circulation	Capital social	Primes liées au capital	Auto contrôle
Au 31 décembre 2022	222 929 980	44 177 693	178 752 287	23,7	171,2	(131,4)
Augmentation de capital						
Achats nets de titres d'autocontrôle	(43 884 081)	(43 277 693)	(606 388)			130,5
Remboursement de prime d'émission					(28,5)	
Au 30 juin 2022	179 045 899	900 000	178 145 899	23,7	142,7	(2,7)

(1) Au 30 juin 2023, l'intégralité des actions sont en compte propre.

Le nombre d'actions dématérialisées s'élève à 116 666 549 et le nombre d'actions nominatives est de 62 379 350 soit un total de 179 045 899 actions.

5.18.2. ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

Au 30 juin 2023, les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 389,0 millions d'euros (390,2 millions d'euros au 31 décembre 2022). L'évolution est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023
Au 31 décembre 2022	390,2
Résultat global	27,0
Paiements fondés sur des actions (nets d'impôt)	1,0
Remboursement des primes d'émission / Rémunération de l'actionnaire	(28,5)
Augmentation de capital	-
Opérations sur actions propres	(1,8)
Impact des engagements de rachat des minoritaires	-
Reclassement réserves part du groupe / part des minoritaires suite aux acquisitions complémentaires	4,4
Divers (opérations affectant les intérêts minoritaires et autres opérations)	(3,2)
Au 30 juin 2023	389,0

5.18.3. PLAN D'OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Il a été consenti au profit de certains membres du personnel salarié et de mandataires sociaux du groupe, des plans d'options d'achat et de souscription d'actions à prix unitaire convenu. Les plans d'options d'achat et de souscription d'actions sont des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres. En fonction du nombre prévu d'options qui seront acquises, la juste valeur des options octroyées est passée en charges sur la période d'acquisition des droits. Lorsque les options sont exercées, les capitaux propres sont augmentés du montant du produit reçu.

Les caractéristiques de ces plans sont les suivantes. À noter que les options consenties restent inchangées mais que, du fait du split de l'action, le nombre de droits attaché à chaque option est doublé.

02 états financiers consolidés

Plans d'options	Options de souscription		Options d'achat	Total
	2016 ⁽¹⁾	2017 ⁽²⁾	2022	
Options non exercées au 31 déc. 2022	85 000	90 000	550 000	725 000
Options attribuées sur la période	-	-	-	-
Options exercées sur la période	-	-	-	-
Options expirées ou perdues	-	-	-	-
Options non exercées au 30 juin 2023	85 000	90 000	550 000	725 000
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 31 décembre 2022	170 000	90 000	550 000	810 000
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 30 juin 2023	170 000	90 000	550 000	810 000
Prix d'exercice d'une option (en €)	11,48	6,04	0,42	
Prix d'exercice d'une action (en €)	5,85	6,04	0,42	
Cours moyen de l'action au moment de l'exercice	-	-	-	
Date limite d'exercice	déc. 2023	déc. 2023	déc. 2024	-

(1) Le Conseil d'Administration a approuvé en décembre 2014 un plan d'émission de 2 500 000 droits de souscription. Ces options ont été attribuées par le Comité de Rémunération à hauteur de 2 075 000 pour l'exercice 2014, de 360 000 pour l'exercice 2015 et de 105 000 pour l'exercice 2016. La formule retenue permettra à Econocom Group d'émettre des actions nouvelles en cas d'exercice de ces options.

(2) Le Conseil d'Administration a approuvé en mai 2017 un plan d'émission de 2 000 000 droits de souscription, dont 1 950 000 ont été attribués en décembre 2017 par le Comité de Rémunération. Ces options seront également servies en actions nouvelles à émettre. Suites aux départs intervenus depuis cette date, seules 90 000 options sont encore exerçables. La formule retenue permettra à Econocom Group d'émettre des actions nouvelles en cas d'exercice de ces options.

5.18.4. PLAN D' ACTIONS GRATUITES

L'acquisition des actions gratuites attribuées par le Conseil d'Administration d'Econocom Group est conditionnée à l'atteinte d'objectifs individuels et/ou collectifs, internes et/ou externes au Groupe Econocom.

Chaque tranche est également conditionnée à la présence dans le Groupe jusqu'à la fin de la période d'acquisition ainsi qu'à des conditions de performance et de cours de bourse.

Le nombre d'actions gratuites non acquises définitivement au 30 juin 2023 est de 1 200 000.

Année d'attribution	Tranche	Actions gratuites non acquises au 31 déc. 2022		Acquisition	Perte ou annulation	Actions gratuites non acquises au 30 juin 2023		Date d'acquisition définitive
		Attribution						
2018	4	-	-	-	-	-	-	
	5	50 000	-	-	(50 000)	-	-	Mars 2023
2021	1	-	-	-	-	-	-	
	2	700 000	-	-	-	700 000		Juillet 2023
	3	500 000	-	-	-	500 000		Juillet 2024
Total		1 250 000	-	-	(50 000)	1 200 000		-

5.18.5. ÉVOLUTION DES INTERETS MINORITAIRES

Au 30 juin 2023, les intérêts minoritaires s'élèvent à 63,0 millions d'euros (66,6 millions d'euros au 31 décembre 2022). Leur évolution est détaillée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022
Au 31 décembre 2022	66,6
Part de résultat global attribuable aux minoritaires	(0,8)
Remboursement des primes d'émission / Rémunération de l'actionnaire	-
Impact des engagements de rachat des minoritaires	-
Reclassement réserves part du groupe / part des minoritaires suite aux acquisitions complémentaires	(4,6)
Diverses transactions affectant les réserves minoritaires	1,8
Au 30 juin 2023	63,0

5.19. Provisions

<i>en millions d'euros</i>	31 déc. 2022	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres et change	30 juin 2023
Restructurations et risques sociaux	7,8	0,6	(1,4)	(0,5)	0,2	6,7
Risques juridiques, commerciaux et fiscaux	18,1	0,8	(2,4)	(0,6)	2,0	17,9
Commissions différées	1,2	0,1	(0,1)	-	-	1,2
Autres risques	1,6	0,5	(0,0)	-	(0,1)	2,0
Total	28,7	2,0	(3,9)	(1,1)	2,1	27,9
Part non courante	11,2	0,1	(0,2)	(0,1)	1,9	13,0
Part courante	17,4	2,0	(3,7)	(1,1)	0,2	14,8
Impact Résultats des dotations/reprises						
Marge opérationnelle		0,5	(3,6)	(0,7)		
Autres produits et autres charges opérationnels		1,0	(0,3)	(0,4)		
Impôt		0,5	-			

L'impact sur le résultat avant impôts de la période des dotations, nettes des reprises de provisions non utilisées, est de +2,4 millions d'euros.

5.20. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

5.20.1. DEFINITION DE LA TRESORERIE

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau des flux de trésorerie intègre la variation de trésorerie de toutes les activités, qu'elles soient poursuivies, cédées ou en cours de cession.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; elle est présentée nette des découverts bancaires.

Ces variations de trésorerie 2023 et 2022 sont présentées dans le tableau suivant :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2023	30 juin 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets au début de l'exercice	402,4	405,8
Variation de la trésorerie nette	(269,6)	(97,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture de l'exercice	132,9	308,1

5.20.2. FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ressortent à -152,4 millions d'euros au premier semestre 2023 contre -105,0 millions d'euros au premier semestre 2022 ; ils résultent principalement :

- d'une capacité d'auto-financement qui s'élève à 53,0 millions d'euros en 2023 contre 74,8 millions d'euros en 2022 ;
- d'une augmentation de 1,5 millions d'euros en 2023 (contre 73,8 millions d'euros en 2022) des encours liés aux contrats autoportés dans l'activité Technology Management & Financing, nets des refinancements obtenus) ;
- d'autres augmentations du besoin en fonds de roulement de 197,2 millions d'euros au premier semestre 2023 (augmentation limitée de 94,0 millions d'euros au premier semestre 2022, bénéficiant d'un effet positif temporaire de 53 millions d'euros).

5.20.2.1. Charges (produits) sans effet sur la trésorerie

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2023	1^{er} semestre 2022 retraité*
Amortissement et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	20,6	18,5
Dotations (reprises) nettes sur provisions pour risques et charges	(4,1)	10,6
Variation des provisions pour retraites et engagements assimilés	0,8	1,0
Perte de valeur sur créances commerciales, stocks et autres actifs courants	(0,3)	0,1
Total provisions, dépréciations et amortissements	17,0	30,2
Variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location ⁽¹⁾	(1,4)	(4,0)
Coût d'actualisation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location et des engagements bruts de valeurs résiduelles financières	0,0	(1,0)
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0,1)	0,1
Profits et pertes de réévaluation à la juste valeur	(0,1)	(0,0)
Charges calculées liées aux paiements en actions	1,0	2,9
Impact des cessions d'activité et changement de méthode d'intégration et autres produits/charges sans incidence sur la trésorerie	(0,9)	0,3
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	0,0	2,3
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	15,6	28,5

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2022 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023.

(1) La variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location compare d'une année à l'autre la valeur actualisée de ces intérêts résiduels, retraitée des effets de change. Les effets d'actualisation de la période sont neutralisés dans le poste

« Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie ».

5.20.2.2. Variation du besoin en fonds de roulement

L'augmentation du besoin en fonds de roulement se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 déc. 2022	Variation BFR S1 2023	Reclasse ments des actifs et passifs détenus en vue de le vente	Total autres variations (1)	30 juin 2023
Autres créances à long terme - brut		26,1	(3,8)	-	0,2	22,5
Stock - brut	5.15.1	111,4	(9,2)	-	(4,8)	97,5
Clients et autres débiteurs - brut	5.15.2	927,0	(33,0)	(1,8)	11,8	903,8
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location (2)	5.12	164,6	-	-	3,5	168,0
Actifs d'impôts courants		9,5	-	0,1	(1,4)	8,3
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif		31,3	4,5	-	-	35,8
Autres actifs courants	5.15.2	36,3	3,6	(0,0)	6,1	46,0
Clients et autres actifs d'exploitation		1 306,4	(37,9)	(1,6)	15,3	1 281,9
Autres dettes non courantes	5.15.4	(13,1)	1,8	0,0	2,4	(8,8)
Engagement brut de valeurs résiduelles financières (3)	5.13	(102,8)	(1,8)	0,1	(2,3)	(106,8)
Passif d'impôts courants		(10,7)	0,0	(0,2)	2,5	(8,4)
Fournisseurs et autres créditeurs	5.15.3	(932,1)	213,2	0,0	(33,7)	(752,5)
Passifs du contrat		(63,7)	16,5	-	0,0	(47,2)
Autres passifs courants	5.15.3	(124,8)	6,7	0,3	(1,4)	(119,3)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation		(1 247,2)	236,4	0,2	(32,5)	(1 043,0)
Total variation du besoin en fonds de roulement				198,7		
Dont investissement dans les contrats TMF autoportés				1,5		
Dont autres variations				197,2		

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2022 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2023.

(1) Correspond principalement aux mouvements de périmètre, aux variations de juste valeur et aux écarts de conversion.

(2) La variation des intérêts résiduels donnés en location est constatée dans la capacité d'auto-financement.

(3) Correspond à la variation des valeurs résiduelles financières hors effet de change et d'actualisation de la période.

5.20.3. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations d'investissement, de -18,3 millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- -5,9 millions d'euros de paiements nets liés aux acquisitions de sociétés et aux compléments de prix et dettes différées ;
- -12,2 millions d'euros de décaissements liés aux investissements en immobilisations corporelles et incorporelles dans les infrastructures et applicatifs informatiques du groupe.

5.20.4. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations de financement -103,9 millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- -151,1 millions d'euros pour le remboursement de l'OCEANE ;
- -12,5 millions d'euros de variation nette des billets de trésorerie ;
- -10,6 millions d'euros de décaissements liés aux contrats de location dont Econocom est preneur (bâtiments et véhicules) et présentés ici conformément à IFRS 16 ;
- -8,0 millions d'euros de diminution des dettes de refinancement des contrats de location ;
- -1,8 millions d'euros de décaissements liés aux rachats d'actions propres ;
- +90,5 millions d'euros de variation nette des dettes financières ;
- +1,7 millions d'euros d'encaissements de dividendes de sociétés en Activités non poursuivies.

5.21. Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont donc pas présentées dans cette annexe.

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations réalisées avec le Président du Conseil d'Administration, son Vice-Président, ses Administrateurs Délégués et Exécutifs ou avec les sociétés dans lesquelles ils exercent un contrôle ou une influence notable. Ces transactions excluent les éléments de rémunérations.

S'agissant des conditions de rémunération des mandataires sociaux d'Econocom Group (administrateurs et délégués à la gestion journalière) et des dirigeants impliqués dans la direction générale du Groupe, elles sont arrêtées par le Conseil d'Administration. Au cours du semestre, certaines rémunérations ont évolué en lien avec l'évolution des responsabilités de certains dirigeants. Pour le reste, il n'y a pas eu de changement notable par rapport aux éléments présentés dans la note 23.2 aux comptes consolidés 2022.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

<i>en millions d'euros</i>	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	S1 2023	S1 2022	S1 2023	S1 2022	Juin 2023	Déc 2022	Juin 2023	Déc 2022
Econocom International BV (EIBV)	0,0	0,1	(1,1)	(0,5)	-	-	0,0	0,1
SCI de Dion-Bouton	-	-	(1,6)	(1,4)	2,6	2,5	-	-
SCI JMB	-	-	(0,6)	(0,5)	0,3	0,3	0,1	-
SCI Maillot Pergolèse	-	-	(0,1)	(0,1)	-	-	-	-
APL	-	-	(0,1)	(0,2)	-	0,1	0,0	0,3
Orionisa consulting	-	-	(0,0)	(0,1)	-	-	-	-
Métis	-	-	(0,6)	(0,6)	-	-	1,3	2,0
Total	0,0	0,1	(4,1)	(3,4)	2,9	2,9	1,4	2,4

5.21.1. RELATIONS AVEC LES ENTITES CONTROLEES PAR JEAN-LOUIS BOUCHARD

La SCI de Dion-Bouton, dont Jean-Louis Bouchard est Associé-Gérant, est propriétaire de l'immeuble de Puteaux, siège des activités françaises d'Econocom. Elle a perçu 1,6 million d'euros au titre des loyers du premier semestre 2023. En outre, le groupe Econocom a une créance de 2,6 millions d'euros représentative des cautions immobilières versées par la société Econocom France SAS à la SCI de Dion-Bouton.

La société Econocom International BV (EIBV), dont Jean-Louis Bouchard est Associé, est une société non cotée qui détient directement 40,0 % du capital d'Econocom Group SE au 30 juin 2023. Elle a facturé à Econocom Group SE et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 1,1 million d'euros sur le premier semestre 2023.

La SCI JMB, propriétaire de l'immeuble de Villeurbanne et dont Jean-Louis Bouchard est Associé-Gérant, a facturé des loyers et charges locatives au groupe pour un total de 0,6 million d'euros pour le premier semestre 2023.

Les transactions avec la SCI Maillot Pergolèse, propriétaire des locaux situés aux Ulis, en France, et dont Jean-Louis Bouchard est Associé et Robert Bouchard Gérant, représentent des loyers et charges locatives sur 2023, pour 0,1 million d'euros.

5.21.2. AUTRES RELATIONS AVEC DES PARTIES LIEES

La société Métis, contrôlée par Philippe Goullioud, a réalisé des prestations pour un montant de 0,6 million d'euros en 2023 (0,6 million d'euros au 30 juin 2022). La société Econocom Products & Solutions SAS a également une dette de 1,3 millions d'euros au titre de rémunérations et indemnités dues.

Econocom Group s'est engagé à souscrire un montant de 3 millions d'euros dans le fonds d'investissements Educapital I FCPI, géré par une société de gestion (Educapital SAS) dont Marie-Christine Levet, administratrice indépendante d'Econocom Group, est présidente et actionnaire. Au 30 juin 2023, un montant de 2,6 millions d'euros a déjà été appelé.

5.22. Événements post clôture

Il n'y a pas eu d'événement significatif post-clôture.



retrouvez-nous sur econocom.com ou sur



econocom
équipements | services | financement